

---

M.E.S., Numéro 124, Septembre - Octobre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 10 octobre 2022

---



***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***  
***Mouvements et Enjeux Sociaux***  
*Kinshasa, septembre - octobre 2022*

## ECHEC DES ELITES ET REGRESSIONS ECONOMIQUES DE MADAGASCAR

par

**Jean Angelson RANDRIAMBOAVONJY**

*Ecole Doctorale Thématique sur la Gouvernance et Société en Mutation  
Sciences sociales de développement, Sociologie Politique  
université de Fianarantsoa*

---

### Résumé

*Madagascar est le seul pays dans le monde où le PIB par tête n'a cessé de régresser depuis l'indépendance. Une situation qui est à la fois préoccupante et étonnante pour les chercheurs, observateurs et experts de différentes disciplines. Plusieurs variables ont été avancées pour expliquer cette situation.*

*Les élites malgaches sont à l'origine de la situation dans laquelle le pays se trouve du fait de leurs échecs dans plusieurs domaines : l'échec dans la conduite des affaires publiques (régression économique, incohérence des actions publiques, dépendance vis-à-vis de l'aide au développement), l'échec dans la conduite des affaires privées (incapacité à développer une culture entrepreneuriale, incapacité à créer des confiances devant les bailleurs, difficile intégration dans le jeu concurrentiel mondial) et échec dans la construction d'un Etat au sens moderne (échec dans l'édification d'un contrat social fort, échec dans la mise en œuvre d'un système démocratique, échec dans la consolidation d'une nation malgache).*

**Mots-clés** : Echec, élites, régression économique, Madagascar

### Abstract

*Madagascar is the only country in the world where GDP per capita has steadily declined since its independence. This situation is both worrying and surprising for researchers, observers and experts from different fields of study. Several variables have been put forward to explain this situation, but this thesis focuses on the role of the Malagasy elites.*

*The Malagasy elites are at the origin of the situation in which the country finds itself because of their failure in the conduct of public affairs (economic regression, inconsistency of public actions, dependence on development assistance), failure in the conduct of private business (inability to develop an entrepreneurial culture, inability to build trust in the face of donors, difficult integration into global competitive game) and failure in the construction of a state in the modern sense (failure to build a strong social contract, failure in the implementation of the democratic system, failure in the consolidation of a Malagasy nation).*

**Keywords** : Failure, elites, economic regression, Madagascar

### INTRODUCTION

Conduits avec un regard extérieur, mais portés par les grands courants de la sociologie politique moderne, des travaux de recherche sur la responsabilité des élites malgaches dans la spirale involutive et crisogène qui condamnent jusqu'alors le pays et la population, revêtent plusieurs intérêts.

En premier lieu, ils comportent un intérêt d'ordre théorique, puisqu'ils se veulent une contribution au débat touchant la sphère des chercheurs sur les élites en Afrique, plus particulièrement à Madagascar où les travaux en la matière ne sont pas légion.

En second lieu, ils aspirent à une utilité pratique, car les réflexions soulevées et les éléments de connaissance apportés par cette recherche doivent permettre aux élites de ce pays, qu'elles soient issues du pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire ou qu'elles soient issues de la sphère publique comme privée ou encore qu'elles soient nationales ou internationales, de s'interroger sur leurs responsabilités respectives et historiques, mais

également, de mieux s'approprier leurs obligations régaliennes au regard des principes universels de redevabilité et de responsabilité qui concernent au premier chef ceux qui, selon Antoine de Saint-Exupéry, ont à charge « *en posant leur pierre, de contribuer à bâtir le monde* » et ce, dans l'objectif de pouvoir mieux les assumer et mieux les remplir en connaissance de cause.

Et c'est dans l'optique de ce double objectif, et à la lumière de l'assertion de Douglas C. North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast selon laquelle « *l'histoire est l'œuvre des élites* », que se pose la problématique soulevée par cet article : en tant que détenteurs de l'exercice du pouvoir dans l'ensemble des sphères de la société, dans quelle mesure les élites nationales sont-elles responsables de la spirale involutive et crisogène qui singularise la trajectoire de Madagascar tout au long de son histoire?

La question centrale de recherche à laquelle il a été ainsi tenté de répondre est celle de savoir, considérant la sacralité et la centralité spécifiques du pouvoir au sein de la société malgache, quelles responsabilités les élites ont-t-elles dans le blocage au développement et dans la récurrence des crises ?

## I. METHODOLOGIE

Deux types de recherches ont ainsi été conduits pour s'inscrire dans cette démarche. D'une part, une double recherche documentaire et longitudinale, sur une analyse des données économiques malgaches sur un long terme et fournies principalement par la Banque mondiale et le FMI. D'autre part, une recherche empirique sur les difficultés des classes dirigeantes à définir et à incarner un contrat social adapté aux déterminants culturels et aux exigences externes, dans la sphère privée comme publique.

## II. L'ECHEC DANS LA CONDUITE DES AFFAIRES PUBLIQUES

Dans la logique de la thèse élitiste « classique » de Vilfredo Pareto et Gaetano Mosca, selon laquelle, dans tous types de sociétés, seule une minorité est capable de prendre les décisions importantes pour l'ensemble de la société, la conduite des affaires publiques constitue l'apanage de ce que Vilfredo Pareto nomme « l'élite gouvernante<sup>1</sup> ».

S'interroger sur la nature et le niveau de responsabilité des élites gouvernantes malgaches qui se sont succédé dans la gestion des affaires nationales, revient, d'une part, à mesurer l'efficacité de l'action publique conduite sur une longue période, et d'autre part, à apprécier dans les résultats obtenus, la part qui leur est imputable, tout en rappelant que selon les principes de responsabilité et de redevabilité, elles sont par définition comptables des échecs et des réussites, quand bien même la tradition politique malgache serait de se défaire de ses obligations et de rejeter la faute sur d'autres que soi.

Madagascar accuse dans un premier temps une régression économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La Grande Île se caractérise dans un second temps par une spirale involutive de l'action publique. Elle constitue enfin un des pays les plus orphelins de l'aide publique alors qu'elle appartient aux pays les plus nécessiteux.

### 2.1. La régression économique sans équivalent depuis l'indépendance

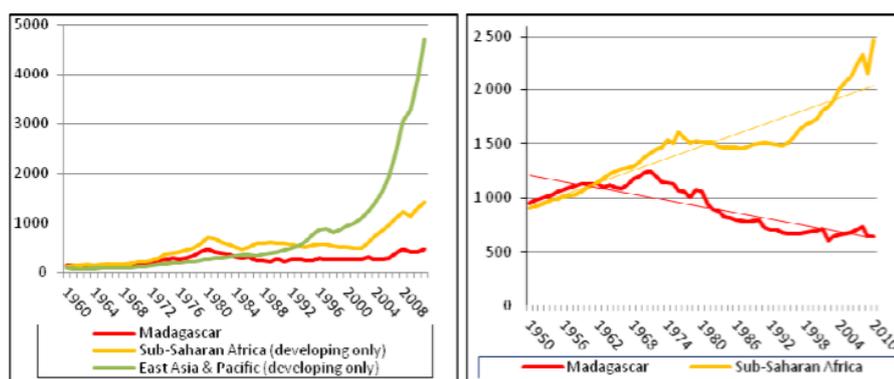
Madagascar constitue le seul du pays à ne pas avoir connu la guerre, mais a accusé une chute vertigineuse de son PIB depuis son indépendance. Ce qui constitue « l'énigme malgache<sup>2</sup> ». Cette chute vertigineuse, relativement aux pays semblables, s'est accentuée à chaque fois que le pays a connu des embellies, ce qui forme le « paradoxe malgache<sup>3</sup> ».

<sup>1</sup> Vilfredo Pareto, *the rise and fall of Elites*, Routledge, 1991

<sup>2</sup> Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger, *L'énigme et le paradoxe*, IRD Éditions, 2017

<sup>3</sup> Op. Cit.

Figure 1: PIB par tête en dollar constant 1960-2008 et PIB par tête courant de 1990



(Source : World Development Indicator de la banque mondiale de 2012)

Ainsi que rappelé dans le récent ouvrage de chercheurs de l'Institut de Recherches pour le Développement (IRD), réalisé en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD), « la trajectoire de l'économie malgache se caractérise d'abord par une énigme<sup>4</sup>, à savoir une tendance récessive qui perdure depuis l'indépendance, et que rien ne semble pouvoir endiguer ».

Cette très mauvaise performance, qu'aucun autre pays n'ayant pas connu de guerre, y compris dans la zone de l'Afrique subsaharienne n'affiche, est symbolisée par l'incroyable dégradation de la valeur du PIB par tête.

Entre 1950 et 2010, Madagascar voit le pouvoir d'achat de sa population amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2010, alors que celui de l'Afrique subsaharienne, dont les performances sont pourtant loin d'être exceptionnelles, a quasiment triplé.

En dollars constants, le PIB par tête s'élevait à 132 USD en 1960 pour atteindre 402 USD en 2015 quand, sur la même période, il passait de 117 USD pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne à 1588 USD, soit un facteur 14 pour un facteur 3 pour la Grande Île.

## 2.2. L'échec historique de l'action publique

L'échec de l'action publique malgache sur cette longue période s'illustre par un double phénomène : d'une part, une érosion continue des dépenses publiques, s'accompagnant d'autre part d'une extrême faiblesse des recettes publiques. Cet échec apparaît de surcroît autant subi que voulu.

Au même titre que la chute du PIB depuis l'indépendance est exceptionnelle, il en va de même pour le niveau des dépenses publiques malgaches, un des plus faibles du monde. Ces dépenses publiques présentent par ailleurs un fort déséquilibre en faveur des dépenses de solde.

L'incapacité à accroître de manière significative la capacité d'absorption des ressources au service du développement vient davantage noircir ce tableau peu reluisant.

## 2.3. Un des niveaux de dépenses publiques les plus faibles au monde

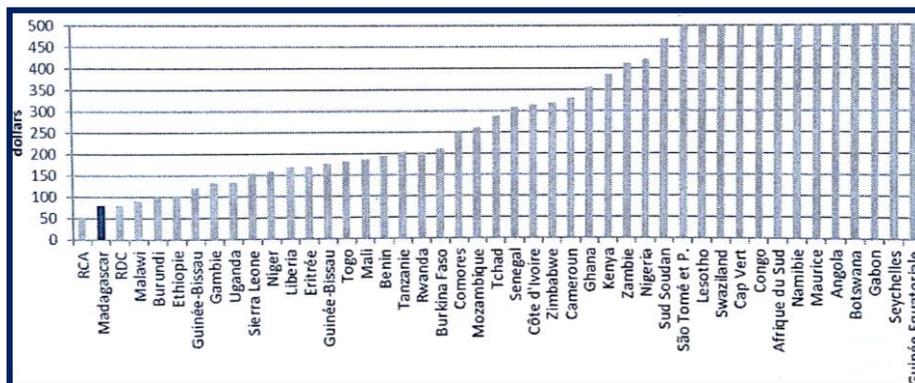
Selon les éléments fournis par la Banque mondiale en 2016 pour l'exercice 2014, Madagascar était l'avant dernier pays de l'Afrique subsaharienne en termes de dépenses publiques (et dans les 10 derniers au niveau de l'ensemble du continent africain, ce qui correspond au classement mondial).

<sup>4</sup> Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger, *L'énigme et le paradoxe*, IRD Éditions, 2017, p. 18

Le budget voté en 2015 prévoyait ainsi une dépense publique de 4.118 milliards d'ariary, soit environ 53 euros par habitant pour l'ensemble de l'exercice. L'extrême faiblesse de ce montant annuel s'illustre à titre d'exemple, par une dépense de santé de 4 euros par habitant, ramenée en réalité à 1,5 €uros une fois retirées les lourdes dépenses de rémunérations et charges sociales, dans un pays décrit comme un des plus démunis en termes de système de santé.

Comme de surcroît l'exécution budgétaire est structurellement très inférieure aux crédits inscrits en loi de finance initiale, le montant annuel de dépenses publiques par habitant est plus proche dans la réalité de 40 €uros.

Figure 2: Dépenses publiques par habitant en Afrique subsaharienne en 2014

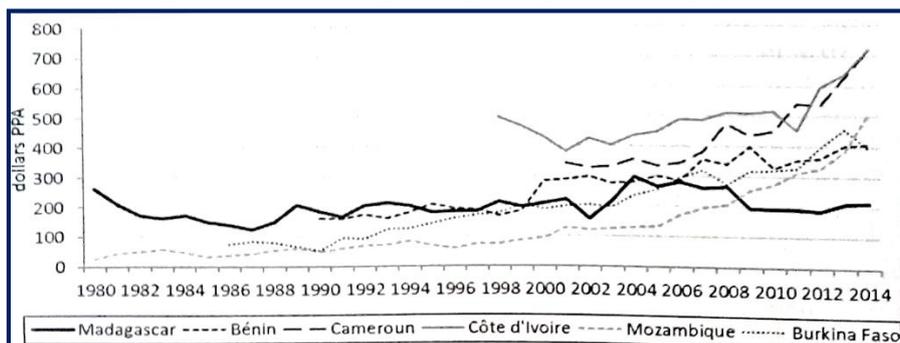


(Source : Banque mondiale 2016)

Le Niger, disposant d'un PIB par habitant inférieur à Madagascar, consacre près du double en dépenses publiques par habitant, soit près de 159 dollars, alors que le Mozambique, dont les caractéristiques sont proches de Madagascar en termes de population et de pauvreté, attribue plus de 260 dollars par habitant, soit plus du triple.

Cette contreperformance de Madagascar, qui émane des choix constants opérés par les élites gouvernementales qui se sont succédé, est d'autant plus criante qu'elle s'inscrit dans la durée, comme l'illustre le graphique suivant.

Figure 3: Évolution comparative de la dépense publique entre 5 pays africains semblables



(Source : FMI 2016)

**2.4. Des dépenses publiques fortement déséquilibrées**

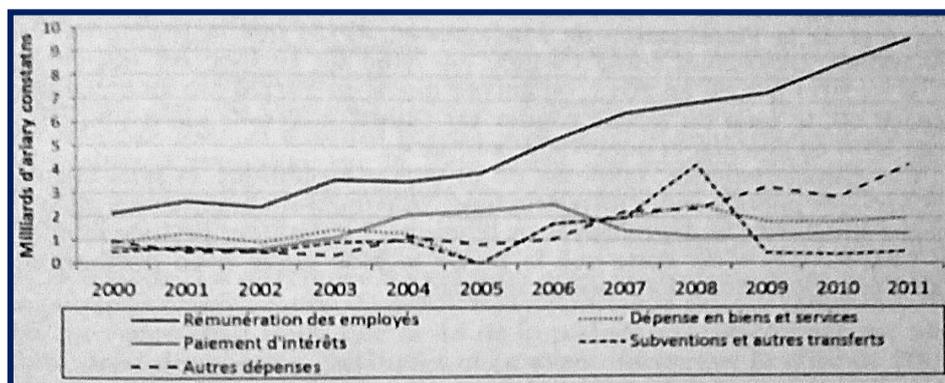
Si le niveau durablement bas et en décroissance des dépenses publiques inscrites au budget national malgache est extrêmement préoccupant, il en est de même pour la structuration de ces dépenses, qui fait apparaître un grand déséquilibre qui vient nourrir la piètre qualité des services rendus à la population et l'insuffisance des infrastructures publiques.

Dans la loi de finances 2015, les dépenses inscrites se répartissent en effet comme suit : 48% pour les dépenses de solde, 26% pour les dépenses de fonctionnement et 26% pour les dépenses d'investissement.

Ce changement de la structure des dépenses publiques s'est accentué à compter de la période de la Transition puisqu'en 2009, leur ventilation était la suivante : 24% pour les dépenses de solde, 22% pour les dépenses de fonctionnement et 54% pour celles d'investissement. Les budgets votés en 2016, 2017 et 2018 s'inscrivent, par ailleurs, dans cette même tendance.

Les élites gouvernementales ont ainsi fait clairement le choix de privilégier une approche distributive des dépenses publiques, pour ne pas dire « clientélistes » pour reprendre la qualification utilisée par Jean-David Naudet et Linda Rua dans leur article sur la spirale de l'échec public<sup>5</sup> (2017). Cette période a en effet été marquée par des augmentations annuelles systématiques des rémunérations ainsi que l'octroi d'avantages catégoriels pour certaines branches de fonctionnaires : soit le choix de la paix sociale au détriment des services sociaux de base.

Figure 4: Évolution de la structure des dépenses publiques de Madagascar



(Source : Banque mondiale 2015)

Mais sur le long terme comme l'illustre le graphique ci-dessus, il s'avère que ce choix des élites correspond à une tendance lourde, puisque Madagascar est le pays d'Afrique qui consacre le plus de ses ressources publiques aux dépenses de rémunération des fonctionnaires, et fait partie des 9 pays qui en attribuent le moins en dépenses de biens et services.

### III. L'ÉCHEC DANS LA CONDUITE DES AFFAIRES PRIVÉES

Selon la thèse de Charles Wright Mills, le partage du pouvoir s'établit entre les élites politiques (au sens gouvernant de Wilfrid Pareto), les élites économiques et les élites militaires. Si l'échec est patent pour les élites politiques dans la gestion des affaires publiques, la question de la responsabilité des élites économiques se pose tout autant dans celle de la gestion des affaires privées.

L'histoire malgache démontre d'abord l'incapacité à développer une culture entrepreneuriale. Elle s'illustre ensuite par l'inaptitude durable à créer la confiance des investisseurs et se caractérise enfin par la difficile intégration dans le jeu concurrentiel mondial.

#### 3.1. Incapacité à développer une culture entrepreneuriale

L'histoire du monde démontre clairement qu'il existe des cultures de pays plus industrielles que d'autres et que la trajectoire d'un pays est généralement conditionnée par

<sup>5</sup> Mireille Razafindraoto, François Roubaud, Jean-Michel Waschsberger, *Madagascar, d'une crise l'autre : rupture et continuité*, Editions Karthala – IRD, 2018, p. 81

les paramètres initiaux de sa dynamique. La période monarchique malgache aura laissé comme legs au pays une économie basée sur le pillage des ressources et l'exploitation des hommes, et la période coloniale lui aura donné en héritage le modèle d'une économie de rentes. À ces deux fardeaux, vient s'ajouter le poids culturel d'une société structurellement hiérarchisée et bloquée, impropre au développement d'une culture d'entrepreneurs

### **3.2. Incapacité durable à créer la confiance des investisseurs extérieurs**

Tous les pays qui ont montré les plus forts taux de croissance au cours des quatre ou cinq dernières décennies tels que le Rwanda et l'Éthiopie en Afrique, sont connus pour avoir lourdement investi dans les infrastructures, dont celles des transports, pour promouvoir leur croissance.

Or, dans tous les sous-secteurs du transport malgache, l'offre est très peu compétitive et les coûts sont jugés élevés par les usagers, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, situation imputable à différents facteurs dont : la vétusté et/ou l'inexistence d'infrastructures adéquates ; la très basse productivité de sous-secteurs clefs comme les ports et chemins de fer ; la taille limitée du marché domestique empêchant d'atteindre rapidement une économie d'échelle ; l'éloignement de la Grande Île par rapport aux principaux marchés internationaux ; l'enclavement de plusieurs localités en raison notamment de la vaste superficie du pays ; le manque de concurrence intermodale (en particulier, entre routes et chemins de fer) sur les axes/corridors clefs ; et, les pratiques illégales de taxation faites par des éléments des forces de l'ordre et certains agents de douanes, etc...

Comme les coûts de transport rentrent pour une part très significative dans les coûts directs des entreprises opérant dans le secteur économique, l'extrême faiblesse de l'offre de transport malgache constitue un handicap dirimant pour instaurer dans la durée une confiance avec les investisseurs externes.

Au plan du sous-secteur autoroutier, le pays disposait à l'indépendance d'un réseau de 50.000 kilomètres. Il est estimé aujourd'hui à environ 37.000 kilomètres dont moins de 17% est bitumé. Par rapport à la superficie du pays, la densité des routes est très faible : elle est de 9,7 kilomètres de routes revêtues par millier de km<sup>2</sup> (soit, 5.700 km pour 587.000 km<sup>2</sup>), c'est-à-dire trois fois moins que la densité moyenne de routes en Afrique Sub-saharienne, estimée à 31, et à 134 pour la moyenne des pays à faibles revenus dans le monde et surtout, son état est généralement très mauvais.

Au plan du sous-secteur ferroviaire, qui est critique pour le développement économique et social comme pour le désenclavement, Madagascar dispose d'un réseau tout aussi insuffisant que vétuste, long de 895 kilomètres. Le réseau sud de 163 km ne survit que grâce aux subventions étatiques et le réseau nord de 732 kilomètres n'est pas performant au niveau opérationnel et financier.

Le sous-secteur portuaire est également déficient. Avec 17 ports dont 7 internationaux, Madagascar ne dispose d'aucune plateforme logistique de niveau international ni davantage de grande plateforme industrielle intégrée. Très peu d'investissements sont par ailleurs consentis sur les axes cruciaux de navigation intérieure, comme le Canal des Pangalanes long de 657 kilomètres, ou la rivière Tsiribihina, navigable sur 150 kilomètres.

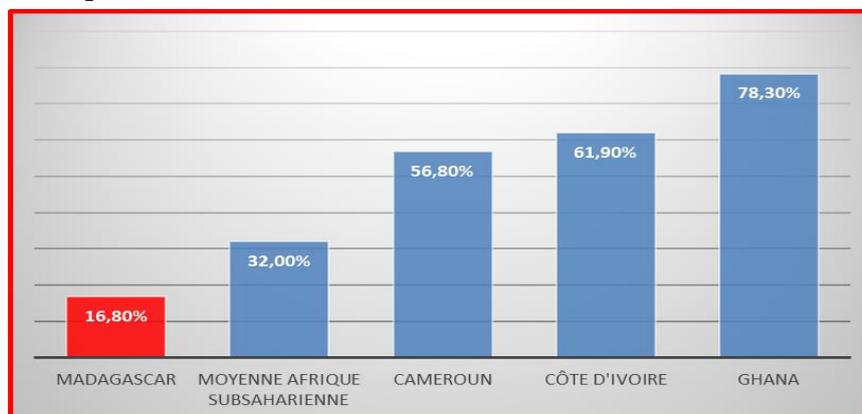
Le sous-secteur aérien est très légèrement plus enviable, avec 56 aéroports dont 8 internationaux, ayant accueilli environ 800.000 passagers et 80.000 tonnes de fret en 2015. Si l'aéroport d'Antananarivo, qui a été rénové, répond globalement aux normes internationales de sûreté et de de sécurité, des efforts de réhabilitation et de modernisation significatifs doivent être consentis pour les autres aéroports.

### **3.3. Un sous-équipement dramatique en infrastructures énergétiques**

Si l'équipement en infrastructures de transport constitue un élément clé du développement d'un pays, il en va davantage de celui du secteur des énergies.

En l'occurrence, la piètre performance du secteur de l'électricité, qui représente plus de 90% du secteur énergétique de Madagascar, constitue le principal handicap majeur et critique au développement économique de la Grande Île.

Figure 5: Taux comparatif d'accès à l'électricité



(Source : banque mondiale 2015)

Comme le démontre ce graphique, Madagascar détient le triste record du taux d'accès à l'électricité, le plus bas d'Afrique, sachant que le taux de 16,80% traduit une très profonde inégalité entre le secteur rural, équipé à 6% et le secteur urbain à 57%.

Avec de surcroît un coût du KWh de 0,23 USD, soit 35% supérieur au coût moyen de l'Afrique subsaharienne et près du double de celui du Ghana, Madagascar souffre d'un manque criant de compétitivité, sachant par exemple que dans le domaine hôtelier, ce coût pèse plus de 40% des coûts d'exploitation.

Avec une puissance installée de 642 MW, Madagascar n'exploite ainsi que 1,6% d'un immense potentiel hydroélectrique estimé à 7.800 MW, sans parler du potentiel en énergie solaire et éolienne. De surcroît, les  $\frac{3}{4}$  de la production étant fournie actuellement par la société nationale JIRAMA, le reste étant apporté par des acteurs privés. Les perspectives ne sont guère rassurantes puisque cette entreprise est extrêmement déficiente, avec 37% de pertes techniques et commerciales, un recouvrement de 40% de ses factures et une dette pétrolière de près de 636 milliards d'ariary due à un parc thermique important, soit 215 millions USD.

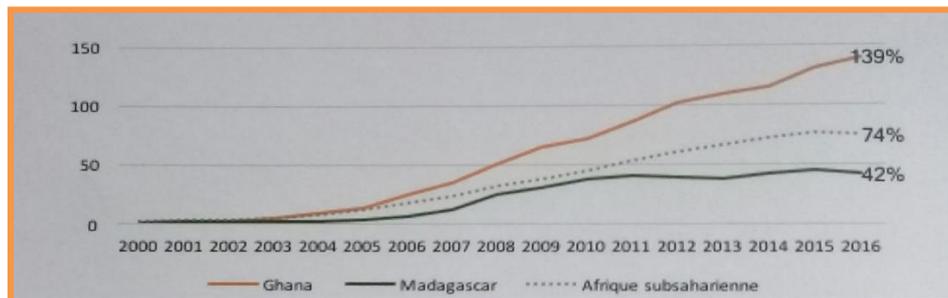
Enfin, le délai de raccordement au réseau peut aller jusqu'à 450 jours, quand il est de 49 pour le Ghana, 55 pour la Côte d'Ivoire, 79 pour le Cameroun, et en moyenne de 120 pour l'Afrique subsaharienne.

### 3.4. Un sous-équipement numérique tout aussi catastrophique

De nombreux pays asiatiques et quelques pays africains ont connu un décollage rapide grâce au développement et à la diffusion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Cette réussite repose d'une part sur un taux de pénétration significatif de la téléphonie mobile comme d'Internet.

Malgré un décollage prometteur au début des années 2000 avec des investissements importants des opérateurs en place et la mise en œuvre d'infrastructures nouvelles, le développement des NTIC reste très insuffisant au regard des besoins malgaches.

Figure 6: Évolution du taux de pénétration de la téléphonie mobile



(Source : Banque mondiale 2017)

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile, estimé à 40% en 2011, a stagné depuis, alors qu'il est passé, sur la même période, de 53 à 74% pour la moyenne de l'Afrique subsaharienne, soit une progression de 21 points.

Cette insuffisance est encore plus criante pour ce qui concerne le taux de pénétration d'internet, qui 'est encore que de 5%, alors qu'il est de 20% pour la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Figure 7: Évolution du taux de pénétration d'internet



(Source : Banque mondiale 2017)

Si quatre opérateurs se partagent le marché (Telma, Orange, Airtel et Gulfsat avec sa filiale Blueline), et que la couverture du réseau est estimée à environ 70% du territoire et à plus de 80% de la population, les coûts exorbitants de l'accès à l'internet mobile sont hors de portée pour la majorité de la population: le seuil du coût des services mobiles communément admis pour permettre l'inclusion de la population étant de 5% du PNB par habitant, il s'élève à Madagascar à 28%

Si par ailleurs, trois câbles sous-marins (Lion, Eassy et Lion) permettent d'accéder à une connectivité internationale de très haut débit, avec une moyenne de vitesse de téléchargement de 9,5 Mbps, soit la deuxième de l'Afrique après Maurice, l'opérateur historique Telma détient le monopole du backbone national et le facture aux autres opérateurs à des prix conséquents, ce qui rend le coût global de l'accès au numérique pour les entreprises très élevé et impacte directement leur compétitivité au plan international.

#### IV. L'ÉCHEC DANS LA CONSTRUCTION D'UN ETAT AU SENS MODERNE

Durant les presque soixante années qui se sont écoulées depuis l'Indépendance de Madagascar, les différentes politiques ayant été conduites, ont principalement contribué à renforcer la protection et la prospérité des élites gouvernantes et économiques qui se sont succédé.

Tous les régimes qui se sont succédé, que ce soit de manière démocratique ou pas, ont servi les intérêts économiques des classes dirigeantes en place, certes différentes selon les époques, sans pour autant avoir garanti la protection des populations ainsi que le

développement économique de la grande masse de la population, fondement du contrat social lockéen.

Au cours de la période 1960-1972, deux phénomènes se sont conjugués : d'une part, l'émergence d'une bourgeoisie industrielle malgache, principalement issue des familles merinas, profitant du plan quinquennal de l'État PSD<sup>6</sup>, axé sur l'augmentation des productions industrielle et agricole ; d'autre part, la mise en place progressive d'une nouvelle élite méritocratique, donnant plus de pouvoirs aux élites issues des régions, notamment côtières. Le revenu moyen par tête en zone rurale baissa pourtant de 30% sur la période, source d'un sentiment d'abandon par l'État et les élites centrales, à la base des révoltes paysannes de 1971.

Durant la période 1972-1991, l'orientation prise par le Chef d'État le Général Ramanantsoa d'une malgachisation de l'économie en imposant le recrutement de cadres malgaches dans les grandes entreprises et le contrôle par l'État des secteurs clés de l'économie, profita principalement aux grandes familles merina, andriana ou hova, réputées être constituées en « club des 48 ». Cette politique conduisit à réduire l'activité économique, plombée par ailleurs par la sortie de la zone franc et la crise économique mondiale qui fragilisèrent aussi la relance agricole voulue par le Colonel Richard Ratsimandrava basée sur le « fokonolona ». Avec l'arrivée au pouvoir du Capitaine de Corvette Didier Ratsiraka en 1975, la nationalisation de l'économie s'est intensifiée, et sous l'influence des bailleurs de fonds, la politique d'ajustement structurel en place dans les années 1980. Si elle redressa les comptes publics, cela ne déboucha pas sur un regain économique. La politique de malgachisation et de rente étatique mise en place de 1972 à 1991, ne profita ainsi qu'aux élites gouvernementales et économiques dont les groupes étrangers, et non à la population comme le voudrait le contrat social de type lockéen.

Durant la période 1991 à 2002, la libération de l'économie, parallèle à celle de la vie politique, hormis la parenthèse de 1993 à 1996 de la Présidence d'Albert Zafy tentée par le recours à des financements parallèles douteux, s'est caractérisée par une dynamique de croissance exceptionnelle au sein de l'Afrique subsaharienne - la production industrielle représentant en 2000 40% des exportations pour 2% dans les années 1990 -, qui ne profita pas une nouvelle fois à la population rurale, car concentrée dans les zones franches et autour de la capitale.

Suite à l'arrivée au pouvoir du Président Marc Ravalomanana, la dynamique s'est maintenue grâce à la stratégie économique fondée sur le développement du secteur privé industriel, de grands investissements miniers portés par des groupes étrangers et un niveau d'aide internationale sans précédent représentant 40% des dépenses publiques et 2/3 des recettes. Profitant à une poignée de grands acteurs étrangers et nationaux, dont les intérêts mêmes du Président ayant concentré pouvoir politique, économique et religieux, cette croissance ne fit pour autant qu'accroître davantage encore les inégalités.

La période de Transition de 2009 à 2013, et son prolongement sous le mandat présidentiel de Hery Rajaonarimampianina, dont les faibles résultats pour la population ont été sanctionnés par son absence au second tour de l'élection présidentielle de 2018, fait sans précédent dans l'histoire politique africaine, n'ont fait qu'accentuer ces inégalités, au profit de très riches opérateurs économiques, principalement Karana et quelques Malgaches. Profitant de la déliquescence de l'État, du niveau de corruption sans égal et d'une gouvernance qualifiée « de criminelle » par James Ramasy, ils prospèrent sur des secteurs monopolistiques tandis que des fortunes colossales se constituent grâce à la prolifération des trafics en tous genres des ressources naturelles malgaches (or, pierres précieuses et semi précieuses, bois de rose, etc...). La population reste à l'écart de ces richesses et le nouveau

---

<sup>6</sup> Robert Archer, *Madagascar depuis 1972, la marche d'une révolution*, Paris, L'Harmattan, 2019

Président élu en décembre 2018, Andry Rajoelina, porte désormais une responsabilité majeure pour le respect du contrat social lockéen.

## CONCLUSION

Tous les détenteurs de charges publiques à Madagascar, qu'ils soient dans la sphère publique ou privée, civile ou militaire, ont leur part de responsabilité dans l'état actuel du pays. Leur échec se reflète dans l'évolution de la situation macroéconomique du pays ainsi que sur la place qu'occupe la grande île sur la scène internationale. Si la situation perdure, une instabilité des institutions politiques est à craindre, et la situation socioéconomique sera chaotique, empêchant tout espoir de développement.

## BIBLIOGRAPHIE

- BANQUE MONDIALE, 2000 Reforming Public Institutions and Strengthening Governance: a World Bank Strategy. Washington, Public Sector Group, 190 p.
- BANQUE MONDIALE, 2008 World Development Report 2008: Agriculture for Development. Banque mondiale, Washington D.C., 365 p.
- BANQUE MONDIALE, 2009 Pour que la terre tourne... aussi à Madagascar : vers un agenda de relance économique : [http://blogs.worldbank.org/files/african/Madagascar\\_Update\\_in\\_French.pdf](http://blogs.worldbank.org/files/african/Madagascar_Update_in_French.pdf).
- BANQUE MONDIALE, 2010 Madagascar governance and development effectiveness review. A political economy analysis of governance in Madagascar. Rapport, 54277-MAG, 163 p.
- BANQUE MONDIALE, 2012 CPIA, Africa. Assessing Africa's policies and institutions. Washington D.C., Banque mondiale, juin, 80 p.
- BANQUE MONDIALE, 2015 Madagascar : Systematic Country Diagnostic. Banque mondiale, Washington D.C., 131 p. BANQUE MONDIALE, 2016a Note de conjoncture économique de Madagascar. Rapport, 110674-WP, 23 p.
- BANQUE MONDIALE, 2016b Madagascar Economic Update : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25745/110674-WP-MadagascarEconomicUpdatePUBLIC-ENGLISH.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, 24 p.
- BANQUE MONDIALE, 2017 World Development Report 2017 : Governance and the Law. Banque mondiale, Washington D.C., 342 p
- FMI, 2014 Afrique subsaharienne, maintenir le cap. Washington, Perspectives économiques régionales, oct., 102 p.
- FMI, 2015a République de Madagascar : consultation au titre de l'article IV. Washington D.C., FMI, 56 p.
- FMI, 2015b Madagascar : document sur les questions générales. Washington, Document n° 15/25, janv., 69 p.
- Mireille RAZAFINDRAKOTO, et al., *l'énigme et le paradoxe*, IRD, 2017
- Mireille RAZAFINDRAKOTO, et al., *Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité*, KARTHALA-IRD, 2018
- Vilfredo Pareto, *the rise and fall of Elites*, Routledge, 1991